

## L'impact de la guerre en Ukraine au Proche et au Moyen-Orient

Par David Rigoulet-Roze

*David Rigoulet-Roze est docteur en Sciences politiques, enseignant et chercheur à l'Institut français d'analyse stratégique (IFAS) et chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), ainsi que Rédacteur en chef de la revue Orient Stratégiques (L'Harmattan). Il est spécialiste de la région du Moyen-Orient et a notamment publié « Géopolitique de l'Arabie saoudite : des Ikhwans à Al-Qaïda », 2005, aux Editions Armand Colin ainsi que « L'Iran pluriel : Regards géopolitiques », (2011), L'Harmattan. Il a également publié dans plusieurs revues dont la revue France-Forum, la Revue Diplomatique ou encore la revue Conflits. Il assure par ailleurs depuis plusieurs années un cours de Sciences politiques à l'Université de Cergy-Pontoise.*

La guerre en Ukraine, initiée par l'invasion de la Russie de Vladimir Poutine le 24 février 2022, constitue le retour à la guerre de haute intensité en Europe. Ses conséquences stratégiques entraînent une réécriture inédite de la grammaire des relations internationales à l'échelle globale, mais avec des déclinaisons spécifiques à l'échelle régionale, comme au Proche et au Moyen-Orient, une zone plus que jamais en pleine recomposition géopolitique.

A cet égard, la catalyse de la guerre en Ukraine peut apparaître comme un accélérateur de mutations préexistantes dans le nouvel ordre international en gestation auxquelles cette région du monde n'échappe pas plus qu'une autre.

### Un positionnement clairement apparu lors des votes des résolutions de l'ONU

Ce positionnement est clairement apparu lors des premiers votes à l'ONU relatifs à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. L'attitude notamment des pétro-monarchies du CCG (Conseil de Coopération du Golfe), pourtant alliées de longue date des Occidentaux en général, et des Etats-Unis en particulier, mais qui conservent d'importants liens économiques voire sécuritaires avec Moscou, est emblématique de ce refus de prendre parti de manière trop marquée. Elles ne cautionnent pas l'invasion de l'Ukraine mais ne s'alignent pas pour autant sur la logique des sanctions occidentales contre la Russie.

Ainsi alors qu'ils assuraient la présidence tournante du Conseil de sécurité de l'ONU, les Emirats Arabes Unis se sont abstenus le 25 février 2022 lors du vote du projet de résolution commune américaine et albanaise placé sous le chapitre VII de la Charte de l'ONU sur « Les menaces à la paix et à la sécurité dans le monde ». Ce projet parrainé par plus de 81 pays déplorait dans les termes les plus forts ce qui était qualifié d'« agression contre l'Ukraine. Il reçut 11 votes « pour », 1 vote « contre » (la Russie ayant eu recours à son droit de veto) et trois abstentions (Chine, Inde et précisément Emirats Arabes Unis). Ladite résolution du conseil n'avait de toute façon aucune chance de passer car bloquée par le veto russe, mais ce non-alignement sur le camp occidental des Emirats Arabes Unis interrogea singulièrement au sein des chancelleries occidentales.

Le 27 février 2022 suivant, le Conseil de sécurité s'était prononcé sur une résolution pour convoquer une session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale afin d'étudier la situation en Ukraine. A l'issue d'un vote procédural ne nécessitant qu'une majorité de neuf voix sans possibilité de veto, le Conseil avait adopté la résolution 2623 (2022)<sup>1</sup> par 11 voix « pour », une voix « contre », celle de la Fédération de Russie, les abstentions de la Chine, de l'Inde et, là encore, des Emirats Arabes Unis<sup>2</sup>.

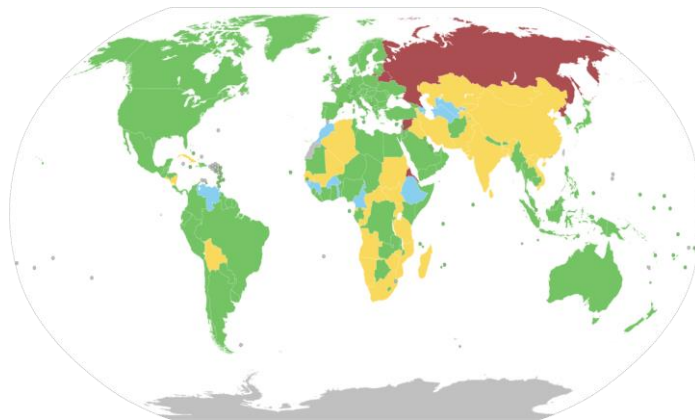
---

<sup>1</sup> Ce n'était que la onzième fois depuis 1950 que l'Assemblée générale était convoquée en session extraordinaire d'urgence.

<sup>2</sup> Cf. Arwa Ibrahim « UAE stance on Ukraine war reflects « strong alliance » with Russia », *Al Jazeera*, 3 mars 2022.

Cette anomalie supposée fut partiellement corrigée à l'occasion de la présentation d'une nouvelle résolution de l'Assemblée générale. Les Emirats Arabes Unis, suspectés par certains d'avoir conclu un accord plus ou moins tacite avec la Russie en échange d'un vote favorable pour désigner les houthis yéménites comme des « terroristes » et leur permettre d'obtenir du Conseil de sécurité de l'ONU une résolution « tendant à l'ensemble des rebelles houthis l'embargo sur les armes au Yémen devenu effectif le 1<sup>er</sup> mars 2022, allaient cette fois voter « pour », rompant avec leur position prise la semaine précédente au Conseil de sécurité.

Cette nouvelle résolution de l'Assemblée générale des Nations unies intitulée « Aggression contre l'Ukraine », non-contraignante et *de jure* non-soumise au potentiel veto des membres permanents du Conseil de sécurité et adoptée le 2 mars 2022. Elle « exige que la Fédération de Russie cesse immédiatement d'employer la force contre l'Ukraine et s'abstienne de tout nouveau recours illicite à la menace ou à l'emploi de la force », condamne « dans les termes les plus vifs l'agression de la Russie contre l'Ukraine » et exige que la Russie « retire immédiatement, complètement et sans condition toutes ses forces militaires du territoire ukrainien à l'intérieur des frontières internationalement reconnues ». Son vote approuvé massivement par 141 pays sur 193 ne comptait plus - outre 35 abstentions (dont toujours la Chine et l'Inde ainsi que, pour le Moyen-Orient, l'Iran et l'Irak pris dans l'orbite iranienne) - que cinq votes pour soutenir la Russie dont la Syrie débitrice de Moscou pour avoir sauvé son régime en intervenant militairement dans la guerre civile syrienne à partir de 2015.



Légende 1. [carte des Etats \(en vert\) ayant condamné l'agression russe](#)

Après la proclamation de l'annexion des territoires conquis par la Russie, une nouvelle résolution était présentée le 12 octobre 2022 et adoptée avec un résultat identique en nombre de voix, soit par 143 voix pour, 5 contre et 35 absentions mais un décompte quelque peu différent, l'Iran n'ayant pas pris part au vote et l'Irak pourtant proche de l'Iran ayant pour sa part voté en faveur de la résolution.

## Un positionnement « prudentiel » sinon ambivalent, voire ambigu de la plupart des pays de la région du Proche et Moyen-Orient face à l'invasion russe pour des raisons multifactorielles

Ce positionnement plus ou moins neutre des pays du Moyen-Orient, tiraillés entre l'Ukraine et la Russie, s'explique pour des raisons parfois singulièrement différentes selon les pays, même si ces raisons finissent par converger et amener à une forme inédite de recomposition géopolitique, laquelle était néanmoins sans doute déjà à l'œuvre de manière sous-jacente du fait d'un désengagement relatif des Etats-Unis en contrepoint d'un réengagement notable de la Russie. Cette guerre a renouvelé la problématique d'enjeux essentiels en termes alimentaires et/ou énergétiques, tous les pays de la région n'étant, en la matière, « pas logés à la même enseigne ». Il y a en quelque sorte des « gagnants » et des « perdants ».

## Les pays « gagnants »

Les « gagnants » de la hausse des prix du baril sont évidemment les « pétro-monarchies » du CCG (Conseil de Coopération du Golfe), Arabie saoudite en tête, qui bénéficient de la flambée des cours et profitent de cette manne de pétrodollars afin d'investir et de financer la diversification économique programmée dans les différents plans « Vision 2030 » ou apparentés. Riyad a annoncé, le 2 mars 2023, que la *Saudi Aramco*, la *Major* pétrolière nationale du royaume de l'« Or noir » avait enregistré en 2022 un résultat net annuel record de 151,3 milliards d'euros, en hausse de 46,5% par rapport à 2021, soit le plus gros bénéfice de l'histoire de l'industrie pétrolière. Outre le fait que ces pétro-monarchies se réjouissent du maintien du prix du baril à un niveau élevé, l'Arabie saoudite et les Emirats Arabes Unis entretiennent, de fait aussi des relations transactionnelles avec Moscou dans nombre de domaines.

L'Arabie saoudite a ainsi signé, en 2017, un protocole d'accord pour la fabrication d'armements russes sur son sol et des négociations sont en cours pour une commande de système de défense anti-aérien S-400. Autant dire un affront au fournisseur américain attitré en matière d'armements. Au mois d'août 2021 le vice-ministre saoudien de la défense, le prince Khaled Ben Salman, était présent au Salon des armements à Moscou et avait signé un protocole d'accord pour une coopération militaire entre les deux pays<sup>3</sup>. Dans un autre registre, la place de Dubaï aux Emirats Arabes Unis attire les oligarques russes cherchant à assurer leurs avoirs financiers. Tout investissement massif notamment dans l'immobilier permet d'obtenir des facilités de résidence à long terme ou depuis 2021 un passeport émirati.

Dans ce contexte, l'Arabie saoudite et les Emirats Arabes Unis ont marqué leur engagement envers l'OPEP<sup>4</sup>. Une prise de distance croissante s'affiche vis-à-vis de leur allié traditionnel américain dont les deux dirigeants Mohammed ben Salmane dit MBS et Mohammed ben Zayed dit MBZ n'avaient pas daigné prendre le président Joe Biden au téléphone, début mars 2022, en considérant que « cette guerre [en Ukraine, NDA] n'est pas la nôtre ». C'est aussi l'expression également d'une autonomisation de plus en plus marquée des acteurs régionaux sur fond de retrait relatif des Etats-Unis de la région.

De manière générale, sous les ors des palais du Golfe, la prudence demeure de mise sur la problématique ukrainienne, oscillant entre condamnation timide exprimée tout de même à la faveur de leur vote à l'ONU, mais également refus d'appliquer les sanctions occidentales, en critiquant implicitement ce qui est perçu - à tort ou à raison - comme l'application d'un « double standard » occidental en la matière. Cela explique d'ailleurs le désintérêt, sinon l'indifférence relative, des populations de la région vis-à-vis de la guerre en Ukraine, en regard de ce qui avait prévalu pour la tragédie syrienne de la part des Occidentaux.

La position du Qatar est singulière à plusieurs égards. Comme le relèvent Georges Clementz et Agnès Levallais dans une note de la FRS<sup>5</sup>, « Le Qatar n'a pas ostensiblement condamné la Russie mais l'émir Tamim a pris soin de s'entretenir au téléphone avec le président Zelensky et a appelé

---

<sup>3</sup> Cf. Alain Gresh, « Quand le Sud refuse de s'aligner sur l'Occident en Ukraine », in *Le Monde Diplomatique*, mai 2022, pp. 1 et 8 (<https://www.monde-diplomatique.fr/2022/05/GRESH/64659>).

<sup>4</sup> Accord sur les prix réunissant, depuis novembre 2016, les 14 membres « historiques » de l'OPEP auxquels s'ajoutent 10 pays hors OPEP contrôlant ensemble 55 % des approvisionnements mondiaux en pétrole et détenant 90 % des réserves - que Riyad et... Moscou dirigent en *condominium*

<sup>5</sup> Cf. Georges Clementz ; Agnès Levallais, « L'ambivalence du Moyen-Orient face à la guerre en Ukraine », on Fondation de la Recherche Stratégique (FRS), note n°13, 22 mars 2022 (<https://www.frstrategie.org/sites/default/files/documents/publications/notes/2022/202213.pdf>) .

toutes les parties à la retenue et à une résolution de la crise à travers des moyens diplomatiques »<sup>6</sup>. Il a appelé au respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'Ukraine. Néanmoins, le pays entend profiter de cette crise pour devenir le leader mondial en GNL (Gaz naturel liquéfié), assurant ainsi sa place de premier exportateur mondial sur les 25 prochaines années, et étant d'ores et déjà, en la circonstance, un fournisseur essentiel de l'Union européenne<sup>7</sup>.

Les hydrocarbures (pétrole et/ou gaz) demeurent une source importante de revenus pour les pays du Golfe. Le pétrole et le gaz représentent encore près de 30% du PIB des Emirats Arabes Unis, 40% au Qatar - pour le seul gaz puisque l'émirat n'est plus membre de l'OPEP depuis fin 2018 - et en Arabie saoudite et 45% au Koweït et à Oman et davantage encore en termes de recettes budgétaires. Pour autant, les Etats du Golfe subissent tout de même la hausse relative des prix des denrées alimentaires dont ils sont largement dépendants comme les autres Etats de la région du Moyen-Orient. La Russie et l'Ukraine sont en effet les plus gros fournisseurs de blé au Moyen-Orient.

## 2) Les pays « perdants »

Le conflit a révélé en quelque sorte au grand jour les liens de dépendance étroite entre la Russie et l'Ukraine et des régimes importateurs de céréales.

Cette situation de dépendance a conduit les régimes de ces Etats à adopter des positions logiquement des plus mesurées face à Moscou. De fait, les grands « perdants » se trouvent être les pays de la région ne disposant pas de la manne pétrolière pour compenser leur dépendance en termes alimentaires.

Plus du quart sinon près du tiers des exportations de blé (un cinquième pour le maïs et l'orge, 55% pour l'huile de tournesol<sup>8</sup>) dans le monde proviennent de Russie (1<sup>er</sup> producteur mondial représentant 17% des exportations mondiales en 2021) et d'Ukraine (4<sup>ème</sup> ou 5<sup>ème</sup> producteur mondial selon les années représentant 12 % des exportations mondiales en 2021). La guerre a entraîné la chute de la production ukrainienne et l'envolée des prix de nombreuses denrées agricoles, situation aggravée par les problèmes de transport et de logistique créés par le blocus de la mer Noire, les difficultés pour payer les exportateurs russes à la suite de l'exclusion de Moscou du système *Swift* et la question de l'assurance des cargos. Les conséquences pour le Moyen-Orient sont donc importantes. Le Liban où une crise majeure a plongé 80% de la population sous le seuil de pauvreté, importe plus de 50% de son blé d'Ukraine. La Syrie qui était autosuffisante en blé jusqu'en 2011 rationne ses stocks de blé depuis le 24 février 2022.

Restent à prendre en considération trois pays non arabes du Moyen-Orient. L'Iran sous sanctions américaines pour ses exportations d'hydrocarbures importe 50% de son huile de cuisson d'Ukraine et connaît une inflation officielle de près de 50%. La Turquie importe 85% de ses besoins céréaliers dont une grande partie de Russie et se trouve confrontée à une inflation de 70%). Cette dernière est conduite à une certaine prudence sous la forme d'une « neutralité active » aboutissant à la signature de l'accord dit *Black Sea Grain Initiative* permettant l'exportation de

---

<sup>6</sup> Cf. Reuters, « Qatar's Emir receives call from Ukraine's Zelensky », *Al Arabiya*, 24 février 2022 (« Qatar's Emir receives call from Ukraine's Zelensky »).

<sup>7</sup> Cf. Andreas Krieg, « Conflit en Ukraine : le gaz du Qatar pourrait-il renflouer l'Europe ? », *Middle East Eye*, 24 février 2022 (<https://www.middleeasteye.net/fr/opinion-fr/conflit-ukraine-gaz-qatar-renflouer-europe-russie-crise-energetique>).

<sup>8</sup> Le Moyen-Orient s'approvisionne essentiellement en huile de tournesol auprès de la Russie et de l'Ukraine. Ces deux pays ont représenté 88% des importations irakiennes en 2020, 70% des importations turques et plus de 50% des importations égyptiennes en 2020.

quelque 33 millions de tonnes de céréales à destination des pays en demande. Signé à la mi-juillet 2022 et renouvelé une première fois pour 60 jours le 18 mars avant d'être prolongé de 60 jours le 17 mai 2023, il a été remis en cause par la Russie le 17 juillet 2023.

Enfin, Israël préserve une position d'équilibriste face à la guerre en Ukraine. Il a dans un premier temps timidement condamné l'attaque russe en Ukraine, refusant d'abord de sanctionner Moscou. De ce fait, la position diplomatique d'Israël est compliquée à gérer depuis le début de la guerre le 24 février 2022. Si l'Etat hébreu a immédiatement condamné l'attaque russe contre l'Ukraine comme une « violation grave de l'ordre international », il avait tenté de profiter de ses bonnes relations avec la Russie et l'Ukraine pour proposer le 27 février 2022 au président russe Vladimir Poutine une médiation israélienne entre son pays et l'Ukraine. La présence iranienne en Syrie est un autre paramètre expliquant largement qu'Israël ait cherché à ménager la Russie de Vladimir Poutine. Celui-ci ferme les yeux depuis plusieurs années sur les frappes israéliennes en Syrie contre des cibles iraniennes.

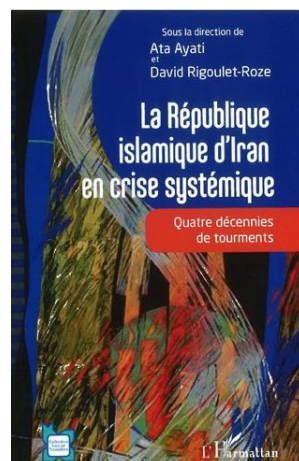
Malgré la condamnation par Israël de l'invasion russe de l'Ukraine, la coordination militaire avec la Russie en Syrie n'a donc pas été interrompue. Israël a déclaré cependant à son allié américain être bien évidemment du côté de l'Occident de par ses valeurs, tout en devant tenir compte de ses intérêts vitaux en Syrie, sa frontière avec ce pays étant « *de facto* une frontière avec la Russie ». Du fait de sa proximité stratégique avec Moscou au Moyen-Orient, comme la Turquie, Israël ne peut que jouer une forme d'équilibrisme.

## Conclusion

La région du Moyen-Orient a été affectée de manière plus ou moins directe par la guerre en Ukraine à la fois en termes énergétiques et/ou alimentaires. Nombre de pays de la région ont opté pour une position attentiste afin de ne pas injurier l'avenir. Mais cette guerre en Ukraine a aussi été un révélateur d'un processus déjà à l'œuvre, à savoir une forme d'autonomisation de certaines puissances régionales vis-à-vis de parrains historiques comme les Etats-Unis avec le développement de nouvelles alliances mais plutôt de relations diversifiées en fonction de leurs intérêts propres et évolutives en fonction des événements.

## Recension

David Rigoulet-Roze et Ata Ayati, « La république islamique d'Iran en crise systémique : quatre décennies de tourments », Editions L'Harmattan, 2022, 329 pages



Cet ouvrage collectif rassemble quatorze contributions présentant l'Iran d'hier et aujourd'hui que cela soit d'un point de vue historique, géopolitique, politique, religieux, économique, sociétal ou culturel. A cet égard il se révèle tout à fait important pour décrypter cet Iran bien complexe et souvent présenté comme une menace diffuse à l'aune des crises ou conflits actuels (Moyen-

Orient, Ukraine...) ou des problématiques inquiétantes comme celle de la prolifération nucléaire dans le domaine militaire.

Puissance régionale sans doute affaiblie notamment par les sanctions américaines, sa stabilité est nécessaire pour préserver une paix acceptable dans son environnement proche sans toutefois ignorer que ce régime a une ambition « révolutionnaire », une caractéristique bien singulière pour cette république islamique.

A travers ces contributions, deux approches apparaissent particulièrement intéressantes :

- Le positionnement régional iranien qui ne se limite pas aux seules relations conflictuelles avec les Etats-Unis. En effet, la question de l'arme nucléaire à la portée aujourd'hui de l'Iran est un sujet qui peut légitimement préoccuper la société occidentale dans sa totalité. Le conflit ukrainien donne une consonance particulière à cette problématique. Le retour de la rhétorique de l'arme nucléaire et de son évolution dans la gestion géopolitique d'un conflit est un facteur désormais particulièrement inquiétant : soit répondant à son objectif initial, elle dissuade toute agression militaire ; soit aujourd'hui, elle donne un « parapluie » à une agression par les forces armées d'un Etat doté de l'arme nucléaire, ici les Etats-Unis ou Israël. Dans sa compréhension des relations internationales sinon de la survie de ce régime, le positionnement de l'Iran pour posséder une arme nucléaire ne peut qu' être influencé par ces deux cas de figure.
- L'évolution de la société iranienne contestant en partie la théocratie en place qui, par bien des aspects, s'avère être une dictature religieuse qui résiste avec peine à la contestation populaire. Le combat des femmes iraniennes contre le port obligatoire du voile en est un symbole fort mais la corruption en est aussi une autre expression forte, sans oublier la mise sous tutelle de l'économie iranienne par les pasdarans, « garde prétorienne » du régime qui permet aux mollahs de préserver leur pouvoir.

Cet ouvrage mérite d'être lu avec attention car il renferme de multiples informations à jour permettant le décryptage nécessaire de cet Iran bien complexe. Il est par ailleurs utilement complété par des textes officiels.

François Chauvancy